**Réactions à l’actualité**

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 25 au 31 mars 2017

Rappel, la semaine dernière : Campagne présidentielle, Affaire Fillon, Démission B. Le Roux …

***Campagne-élection présidentielle : stable, modéré***

Une cinquantaine de courriers ont commenté divers aspects de la campagne présidentielle, avec toujours 10% d’annonces d’abstention, parmi lesquelles des envois de cartes d’électeurs déchirées : «*je n’ai plus aucun espoir concernant l’avenir immédiat de notre pays*».

Une douzaine de soutiens de B. Hamon, furieux, se sont exprimés devant les ralliements de socialistes à E. Macron, l’irrespect « *du résultat de la primaire, incontesté* » qui menacerait « *notre formation politique d’un éclatement mortel*». Souvent virulents, ils reprochent en outre au Chef de l’Etat de ne pas soutenir le candidat du PS : « *Sachez que votre mutisme et le ralliement de vos ministres et membres du gouvernement à Macron, Valls en particulier, est aussi pitoyable qu'il est à gerber !*».

Une demi-douzaine de courriers portant sur E. Macron restent divisés, entre ceux qui annoncent un vote pour le candidat d’En Marche et ceux qui y voient « *une coquille vide* ».

Enfin, une dizaine de soutiens du Président de la République continuent de se lamenter sur sa non candidature et « *la mauvaise qualité* » de la campagne : « *comment avec un bilan sommes toutes très positif, en sommes-nous arrivés là ?* ». Parmi eux beaucoup s’interrogent sur qui porter leur vote.

A ces derniers s’ajoutent en outre, chaque semaine plus nombreux, près de cinquante messages de remerciements pour le mandat et le bilan du Chef de l’Etat, et lui souhaitent le meilleur pour la suite : « *dans quelques temps, beaucoup de nos concitoyens prendront la mesure du travail que vous avez réalisé* ».

***Affaire Fillon : en hausse***

Très divisés, une vingtaine de Français ont commenté les affaires Fillon, réagissant surtout aux accusations lancées contre le Chef de l’Etat par F. Fillon sur le plateau de l’Emission politique de France 2.

La moitié « *condamne fermement* » les propos du candidat qui « *visent à salir la fin de votre mandat* ». L’autre moitié, plus virulente et majoritairement constitué de pro-Fillon déclarés, crie au « *hold-up démocratique* » et croit en l’existence d’un cabinet noir à l’Elysée ou a minima accuse le Président et les media de manœuvrer contre le candidat LR : « *tous ces documents sous le secret de l'instruction qui paraissent dans la presse, c'est un hasard ?!* ». Quelques-uns annoncent qu’ils voteront Le Pen au second tour si Fillon en est absent.

***Situation en Guyane : modéré***

16 correspondants, majoritairement Guyanais ou ultra-marins, ont interpellé le Président de la République sur la situation en Guyane.

La plupart font état des « *conditions de vie misérables* » en Guyane et réclament d’être traités tels « *des citoyens français comme les autres*». Ils estiment que « *les demandes des différents collectifs sont légitimes* » pour faire face à des situations qualifiées « *d’indignes* » : « *nous sommes les mauvais élèves de la République, nous sommes les pires en terme de chiffres sur tout, la violence, le chômage, l'éducation etc.* » ; « *nous avons des dizaines de milliers de foyers qui n'ont pas l'eau et l’électricité, nous sommes en France, c’est intolérable* ».

Quelques Français d’Outre-mer évoquent en plus de leur soutien au mouvement social en cours en Guyane, sa possible extension à d’autres territoires connaissant des « *problèmes similaires*» qui pourraient produire « *les mêmes effets*».

 « *L’annonce tardive* » de l'envoi d'une délégation ministérielle a été vécue comme une marque de « *mépris* » pour des territoires et des populations souffrant déjà d’un « *sentiment d’abandon* ». Néanmoins depuis le déplacement de M. Fekl et d’E. Bareigts, ce genre de propos n’est plus tenu.

Enfin 20% des courriers, exclusivement en provenance de Français métropolitains, témoignent d’une inquiétude face à une situation « *suivie à la télévision* » et perçue comme « *insurrectionnelle* ». « *L’inaction* » face à « *la milice des 500 frères* » exaspère ces citoyens, rejetant le « *militantisme encagoulé* » : « *qui sont ces 500 frères ? En démocratie on est à visage découvert !* ».